



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 15 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI AVL ENTREPÔTS (ex MLS)
N° portuaire 5555
Voie des Hérons
76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE

Références : 20220329_VI_AVL_Entrepôts_SuiviMED

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 mars 2022 dans l'établissement SCI AVL Entrepôts implanté voie des Hérons – 76430 ST VIGOR D'YMONVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif principal de la visite était de contrôler le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2021 imposant à la SCI AVL Entrepôts de remettre en service de l'installation d'extinction automatique incendie du bâtiment.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI AVL Entrepôts
- 5555 Voie des hérons 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville
- Code AIOT dans GUN : 0005801157
- Régime : Enregistrement
- Activité principale : Entrepôt logistique

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Levée de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Condition de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 de l'annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription
Issues de secours	Arrêté Préfectoral du 10/07/2002, article 4.3.14	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
local de charge	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17 de l'annexe II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Extinction automatique	AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 1	/	Sans objet
Stockage extérieur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 de l'annexe II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose de lever les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2021.

L'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter :

- sous un délai d'un mois : les conditions de stockage décrites au point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- sous un délai de 7 jours : les dispositions de l'article 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 en dégageant l'ensemble des issues de secours du bâtiment.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Extinction automatique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SCI AVL ENTREPÔTS exploitant un entrepôt de matières combustibles au numéro portuaire 5555 voie des hérons sur la commune de SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE est mise en demeure de respecter :</p> <p>- d'ici le 31 décembre 2021 : les dispositions à l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 en justifiant de la remise en service de l'installation d'extinction automatique incendie une fois les travaux réalisés. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tout document permettant de justifier le respect de cette obligation (attestation de fin de travaux et attestation de remise en service par exemple).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a adressé à l'inspection, par mail du 14/10/2021, un devis signé de ADMPI pour la remise en état de l'installation de sprinklage (notamment le remplacement de la membrane d'étanchéité de la réserve d'eau, le remplacement du groupe motopompe, le remplacement de la centrale d'alarmes, et la création d'un système antigel au niveau des quais nord-ouest).</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a montré à l'inspection le constat de fin d'intervention de la société ADMPI en date du 10/03/2022 indiquant la « remise en état de l'installation sprinkler + remise en service de celui-ci ».</p> <p>Par mail du 07/04/2022, l'exploitant a transmis la facture qui fait référence au devis (n° 5765).</p> <p>Relevé de décision : l'inspection considère que les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 30 novembre 2021 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Condition de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Condition de stockage
Prescription contrôlée : Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté le non-respect du point 9 de l'annexe II (conditions de stockage) de l'arrêté ministériel du 11/04/2017. Elle a notamment constaté : <ul style="list-style-type: none">- un îlot de surface supérieure à 500 m² (dans la cellule Nord, loué par la société EM LOG) : surface supérieure à 1000 m²,- des allées encombrées par de la marchandise,- des stockages en masse accolés aux parois et/ou aux éléments de structure du bâtiment. Fait non-conforme 1 : les faits décrits ci-dessus constituent un écart réglementaire majeur au point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions de stockage décrites au point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (sous un mois). Par ailleurs, l'inspection a rappelé que les marchandises présentes sur la zone de chargement doivent être stockées de manière temporaire (pour une expédition programmée dans la journée ou dans l'attente d'être rangées l'entrepôt). Demande 2 : l'exploitant fera en sorte que les produits présents sur la zone de chargement ne soient stockés que de manière temporaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Issues de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2002, article 4.3.14
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à ce que les issues de secours soient constamment dégagées [...]
Constats : Le jour de la visite, la sortie de secours entre le local de charge du bâtiment et la cellule nord était encombrée de marchandise. Ce qui rendait l'ouverture de cette porte impossible. Fait non-conforme 2 : l'encombrement d'une issue de secours constitue un écart réglementaire majeur à l'article 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 10/07/2002. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 10/07/2002 en dégagant l'ensemble des issues de secours du bâtiment (sous 7 jours).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, local de charge
Prescription contrôlée : La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. [...] S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).
Constats : Le jour de la visite, des marchandises étaient stockées dans le local de charge. Néanmoins, ce local, initialement prévu pour 18 chariots n'en charge que 3. Par conséquent, environ 75 % de ce local (qui s'étend en longueur) ne sont pas utilisés pour de la charge. De plus, le jour de la visite, une distance d'environ 3 mètres autour de la zone de charge était libre de toutes marchandises. L'exploitant demande de considérer cette zone comme zone de stockage conformément au point 17 de l'annexe de II de l'arrêté ministériel (AM) du 11/04/2017. L'inspection a rappelé à l'exploitant que l'AM autorise qu'une zone de recharge soit aménagée par cellule de stockage sous réserve : <ul style="list-style-type: none">- d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible,- d'être protégée contre les risques de court-circuit,- en l'absence de risques liés à des émanations de gaz. Par ailleurs, l'exploitant devra déposer un porter à connaissance justifiant que les risques liés au stockage de combustibles dans cette partie du bâtiment sont acceptables. <u>Demande 3 :</u> l'exploitant supprimera son stockage de matières combustibles du local de charge ou déposera un porter à connaissance évaluant les risques liés à un stockage de combustibles dans cette partie du bâtiment.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage extérieur
Prescription contrôlée : La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a noté que le stockage de combustibles à l'extérieur était éloigné de plus de 10 mètres des parois du bâtiment ou était sous un auvent sprinklé. Seules quelques palettes étaient à environ 5 mètres des parois. <u>Demande 4 :</u> l'exploitant veillera à ne stocker aucune matière combustible à moins de 10 mètres des parois (qui ne sont pas REI120) sauf dans les zones équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet